

# La leçon d'économie du professeur Madelin

Dans un style très pédagogique, le candidat a exposé, hier, son programme.

« Alain Madelin, je le verrais bien en président d'université du futur, privée et moderne », confiait, il y a quelques jours, une proche du candidat. Le président de DL entamera-t-il une nouvelle carrière dans l'enseignement après l'élection présidentielle ? Alors que les derniers sondages le créditaient de 4 %, il s'est livré hier soir à un cours magistral d'économie devant plusieurs centaines de militants, dans une salle de spectacle parisienne qui préférait rester anonyme (!)

Micro en main, il déambule sur scène et, sans notes, livre à son auditoire un exposé sur le thème « Une nouvelle politique économique pour une nouvelle France. » D'emblée, Alain Madelin précise que la soirée sera « sérieuse, sans coups bas ni petites phrases ». « On va faire de la politique », s'exclame-t-il. Le public retient son souffle et s'exécute. Pendant plus de deux heures et demie, il écoute dans un silence respectueux le discours technique du « maître ». « La France a impérativement be-

soin d'une croissance forte et il est possible de gagner deux points de plus », affirme l'ancien ministre de l'Économie et des Finances. Derrière lui, des graphiques défilent sur l'écran géant. Parfois, il utilise une règle laser pour s'arrêter sur

*Un militant : « Quels fonctionnaires voulez-vous supprimer en premier ? »*

*Réponse : « Ceux qui sont candidats à la présidentielle »*

un chiffre et le commenter. Endettement, déficit des retraites, fiscalité, il dresse, croquis à l'appui, un constat noir de l'économie française. « Il faut un brin de masochisme pour être entrepreneur

aujourd'hui. » Se revendiquant du mouvement des libéraux européens Aznar-Blair-Berlusconi, avec lesquels « il discutait il y a peu de temps », le candidat souhaite baisser les dépenses publiques ainsi que les impôts, notamment les impôts sur la succession. Le président de Démocratie Libérale propose également de favoriser la création d'entreprises et de revenir sur les 35 heures. « Tout le monde veut revenir dessus, même Chevènement, c'est dire ! Aucun autre pays au monde ne les a mises en place. Les Suisses, lors d'un référendum, ont même voté contre à 75 %. Il faut dire que ce sont des gens sérieux. » Son public est ravi. Le professeur Madelin se livre alors à un jeu de questions-réponses avec ses élèves : « Quels fonctionnaires voulez-vous supprimer en premier ? » demande l'un d'eux. « Ceux qui sont candidats à la présidentielle », répond-il malicieusement.

• T. d. R.